



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
18 août 2003
Français
Original: anglais

Deuxième session ordinaire de 2003

8-12 septembre 2003, New York

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

Projet de descriptif de programme de pays

Lituanie (2004-2005)

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Analyse de la situation	1-5	2
II. Résultats et enseignements de la coopération passée	6-13	3
III. Programme proposé.	14-22	4
IV. Gestion, suivi et évaluation	23-27	6
Annexe		
Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour la Lituanie (2004-2005)		8



I. Analyse de la situation

1. En 2002, la Lituanie a mené à bien ses processus de négociation et a été invitée à adhérer à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et à l'Union européenne. D'importants changements politiques et économiques ont contribué à ce succès politique : la croissance a atteint 6,7 %, la monnaie a été réancrée avec succès à l'euro et le taux de chômage a fléchi, se situant dans l'ordre de 10 %. Des plans nationaux d'action, contre la pauvreté et pour les droits de l'homme, ont été adoptés et des programmes de lutte contre la corruption, la traite des femmes et la toxicomanie ont été lancés. Un plan stratégique de développement de la société de l'information a également été lancé. La Lituanie occupe le 45e rang dans le classement du *Rapport mondial sur le développement humain, 2003*, ce qui la place à un niveau élevé sur l'échelle du développement humain.

2. Dans la période qui suivra immédiatement l'adhésion à l'Union européenne, les priorités nationales de la Lituanie se focaliseront sur le calendrier d'intégration communautaire et sur l'utilisation efficace des fonds européens comme il est indiqué dans le Document unique de programmation pour 2004-2006. Des interrogations subsistent sur les capacités en vue de garantir la pleine application des nouvelles lois et sur la fragilité des nouvelles institutions, ainsi que la coordination et l'utilisation rationnelle des fonds européens. Les contraintes budgétaires liées au respect des normes européennes risquent d'affecter le financement de l'action sociale. La pauvreté demeure un problème et risque de devenir structurelle. Le secteur agricole est peu compétitif et l'utilisation des nouvelles technologies demeure relativement faible. La question de la réforme du régime des retraites et de la sécurité sociale n'est pas entièrement résolue. Bien que la Lituanie enregistre l'un des taux d'infection les plus bas d'Europe, la multiplication des cas d'infection par le VIH en milieu carcéral constatée l'année dernière a doublé le nombre de séropositifs. Enfin, avec la fermeture programmée de la centrale nucléaire d'Ignalina, la Lituanie devra repenser sa politique énergétique et gérer l'impact social de cette décision.

3. Malgré tous les progrès enregistrés, les écarts continuent de se creuser entre les régions et entre les zones rurales et urbaines. Par ailleurs, la Lituanie doit assurer la pérennité des organisations de la société civile et donner à ses habitants la possibilité de participer activement à la prise de décisions et de contribuer ainsi à l'amélioration de leur existence.

4. Du fait de son adhésion à l'Union européenne et de son intention d'adhérer au Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD/OCDE), la Lituanie devient un donateur et fournit déjà une assistance technique et humanitaire. Une politique gouvernementale d'aide publique au développement (APD) a été adoptée et, en 2002 et 2003, des documents sur le rôle de la Lituanie dans les instances multilatérales, bilatérales et régionales ont été établis. Depuis 2002, des crédits budgétaires sont prévus pour l'aide au développement.

5. L'Union européenne a reconnu les insuffisances en matière de capacité et a prévu des mesures de transition pour les nouveaux États membres au cours de la période 2004-2006. Le projet de programme de pays pour 2004-2005 témoigne également de la volonté du Programme des Nations Unies pour le développement

(PNUD) d'aider le Gouvernement à s'attaquer aux problèmes qui continueront de se poser pendant la période suivant immédiatement l'adhésion.

II. Résultats et enseignements de la coopération passée

6. Dans le dernier cadre de coopération de 2001-2003, l'atténuation de la pauvreté et la bonne gouvernance ont été désignées comme des éléments cruciaux du développement. Ces éléments contribueraient à réduire les inégalités sociales et à promouvoir un environnement propice à l'exercice des droits individuels et à la participation de tous au progrès.

7. Dans le domaine des droits de l'homme, un plan d'action national pour les droits de l'homme, établi à l'issue d'un processus participatif piloté par le Parlement (<www.lrs.lt/hrap>), a été la première initiative au titre du programme général de renforcement des droits de l'homme. En outre, une campagne d'information a été lancée pour promouvoir la tolérance et l'égalité des chances pour tous.

8. Le programme de justice pour mineurs entrepris dans le cadre de la promotion des droits civils et de la bonne gouvernance a grandement contribué à la modernisation du système de justice pour les mineurs.

9. Dans le domaine de la promotion des droits économiques et sociaux, le PNUD a facilité un processus participatif qui a permis de traduire la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté en un plan d'action concret pour réduire la pauvreté (<<http://www.undp.lt/en/?id=9>>). Ce plan préfigure le Mémorandum conjoint sur l'intégration à l'Union européenne et le plan national d'action contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui s'ensuivra. L'exercice a renforcé la coopération intersectorielle et reconnu les organisations de la société civile comme partenaires dans la lutte contre la pauvreté.

10. Par son action de mobilisation et de promotion du dialogue intersectoriel, le PNUD a hissé la question du VIH/sida en bonne place parmi les priorités sociales et contribué à l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention.

11. En aidant à formuler et à mettre en oeuvre le deuxième plan d'action national pour la promotion des femmes, le PNUD a voulu améliorer les perspectives économiques des femmes grâce à l'accès aux technologies de l'information et des communications (TIC) et à la création de petites et moyennes entreprises (PME). Il existe désormais un manuel du développement humain en lituanien, utilisé dans les cours sur le développement humain dispensés dans quatre universités. Les rapports nationaux sur le développement humain restent la publication phare du PNUD.

12. Les interventions du PNUD dans le domaine des droits et obligations en matière d'environnement ont facilité le processus d'éducation écologique, avec notamment l'introduction du thème du développement durable dans les programmes universitaires. Le programme de microfinancement du Fonds pour l'environnement mondial et du PNUD a favorisé une approche participative au développement durable, à partir de l'environnement, et a contribué à renforcer les capacités des organisations non gouvernementales et des organisations communautaires. L'appui aux initiatives locales d'application du programme Action 21 et au Réseau d'information des collectivités locales a permis de renforcer les capacités administratives au niveau local, de promouvoir les technologies de l'information, de nouer des partenariats et d'associer les communautés rurales aux projets de développement local.

13. Les principaux enseignements tirés du dernier Cadre de coopération sont les suivants : a) la définition d'une approche intégrée, par exemple en matière de droits de l'homme, contribue à renforcer les articulations entre les différentes activités du programme; b) la concertation générale fait avancer efficacement les processus de mise en oeuvre; c) le souci de l'égalité des sexes n'a pas toujours été véritablement intégré dans les projets; d) il y a lieu d'encourager les initiatives locales et de renforcer les capacités locales.

III. Programme proposé

Articulation avec les organismes de développement

14. Le bilan commun de pays a été actualisé à la fin de 2002 en vue de servir de référence pour l'évaluation de la situation de la Lituanie au regard des objectifs du Millénaire en matière de développement, le but étant d'aider le Gouvernement à suivre les progrès accomplis. Le descriptif de programme de pays du PNUD, la stratégie d'aide au pays que la Banque mondiale appliquera à la Lituanie dans la période 2003-2005 et le programme pluriannuel et multipays de l'UNICEF pour 2003-2005 (qui couvre la Lituanie) ont les mêmes orientations en matière de développement social et humain.

Stratégies de coopération

15. Le présent programme de pays a été élaboré en concertation avec le Gouvernement, la société civile et d'autres partenaires, y compris les donateurs. Il présente deux volets compte tenu du nouveau statut de la Lituanie à partir du 1er mai 2004 en tant que membre de l'Union européenne : a) le premier objectif du document de programme est d'aider le Gouvernement à remédier aux insuffisances et à affiner le processus d'intégration dans les domaines dans lesquels le PNUD possède des atouts particuliers; b) le second objectif est de contribuer à renforcer le rôle de la Lituanie en tant que donateur de l'aide au développement.

16. Pour réaliser le premier objectif, le programme de pays aidera le Gouvernement à renforcer les capacités nationales dans les domaines de *l'intégration sociale*, de la *bonne gouvernance* et du *développement durable*. Pendant les premières années qui suivront l'adhésion de la Lituanie à l'Union européenne, les compétences spécialisées du PNUD en matière d'assistance technique et de conseil serviront à mobiliser et orienter les ressources des fonds structurels, du fonds de cohésion, des fonds de transition et d'autres fonds mis à la disposition de la Lituanie, afin d'assurer un développement équitable et durable.

Renforcement des capacités d'intégration sociale

17. Le programme facilitera l'intégration sociale en appuyant la mise en oeuvre du plan d'action pour la réduction de la pauvreté. Il sera essentiellement axé sur la promotion de mesures actives propres à réduire la pauvreté en particulier dans les zones rurales. La mobilisation pour la lutte contre la pauvreté assurera le maintien de la volonté politique. Le PNUD soutiendra les initiatives visant à accroître les capacités nationales d'évaluation des progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté et l'intégration sociale. En partenariat avec le Gouvernement, la Banque

mondiale, les organisations de la société civile et les donateurs bilatéraux, le programme encouragera la formulation de politiques favorables aux pauvres. Des mécanismes spécifiques permettront d'évaluer régulièrement l'efficacité des mesures de lutte contre la pauvreté. Le programme soutiendra également les initiatives intégrées de développement local en renforçant les capacités et les moyens d'action des collectivités rurales à travers la diversification de l'économie rurale, la création d'emplois, l'appui aux petites et moyennes entreprises et l'accès aux fonds de développement rural, notamment aux fonds régionaux structurels de l'Union européenne, dont le budget national pourra profiter après l'adhésion en 2004.

18. En coopération avec les copartenaires d'ONUSIDA, le programme sera ciblé sur les moyens d'empêcher la propagation du VIH dans le pays, plus particulièrement dans des groupes vulnérables tels que les détenus et les jeunes. Il est donc prévu de créer, en collaboration avec l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), une structure de services ouverte sur la jeunesse, basée sur une approche multisectorielle, ancrée dans les communautés locales et adaptée aux besoins des jeunes. Des services consultatifs seront également proposés pour aider la Lituanie à bénéficier des fonds disponibles au niveau mondial pour la prévention du VIH/sida.

19. Pour appuyer l'action en faveur de l'intégration des femmes, le programme articulera la dimension égalité des sexes avec d'autres questions plurithématiques telles que les technologies de l'information et des communications et la pauvreté, en coopération avec les donateurs bilatéraux. On veillera à ne pas négliger les hommes. Le programme prévoit la budgétisation et la gestion des données ventilées par sexe.

Renforcement des capacités de bonne gouvernance

20. Le programme pour la gouvernance sera basé sur les dispositifs existants dans le domaine des droits de l'homme et le renforcement des capacités nationales voulues pour remplir les conditions de l'adhésion à l'Union européenne tout en tirant le meilleur parti des ressources disponibles. La promotion des droits de l'homme sera assurée par un appui à la mise en oeuvre du Plan d'action national pour les droits de l'homme. La lutte contre la corruption sera axée sur la formation de coalitions anticorruption regroupant le Gouvernement, la société civile et le secteur privé, et passera par l'éducation, les campagnes d'information et la sensibilisation. Pour absorber les fonds européens de développement et mieux atteindre les bénéficiaires, on renforcera les capacités administratives à tous les niveaux grâce aux nouvelles technologies de l'information et des communications et à une meilleure coopération avec la société civile et les autorités locales.

Renforcement des capacités de développement durable

21. Le programme aidera le Gouvernement à remplir ses obligations internationales concernant l'environnement et le développement durable, et à les transposer dans les politiques nationales et les calendriers prévisionnels en matière de développement. Dans le prolongement du Sommet mondial pour le développement durable, une stratégie nationale de développement durable sera mise en oeuvre, laquelle portera notamment sur la gestion des zones de grande biodiversité, la dégradation des sols, les polluants organiques persistants, les changements climatiques, les économies d'énergie, en tirant parti de partenariats

noûs notamment entre les institutions publiques, la communauté scientifique, le secteur privé et les organisations non gouvernementales. Les ONG et les organisations communautaires lituaniennes continueront à bénéficier du programme de microfinancement du Fonds pour l'environnement mondial pour agir sur le double front de la pauvreté et de l'environnement et démontrer le potentiel des stratégies et des actions pilotées de la base.

Renforcement des capacités en tant que nouveau donateur

22. Ces programmes aideront la Lituanie, pays membre de l'Union européenne et nouveau donateur, à s'investir activement dans la coopération internationale pour le développement, au service du huitième objectif de la Déclaration du Millénaire : « Mettre en place un partenariat mondial pour le développement ». La Lituanie participe déjà aux activités régionales du PNUD et au projet d'Europe élargie de l'Union européenne. Sa politique étrangère de relations de bon voisinage lui vaut déjà des demandes de plus en plus nombreuses de la part de pays d'Europe orientale et de la Communauté d'États indépendants (CEI) désireux de partager son expérience de transition réussie, illustrée par l'un des taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) actuellement les plus élevés d'Europe (9,1 %). La Lituanie a déjà appuyé des programmes de coopération dans la région de Kaliningrad (Fédération de Russie), au Bélarus, en Ukraine et en Moldova. Le partenariat entre le PNUD et le Gouvernement renforcera la capacité de la Lituanie comme nouveau donateur et facilitera le transfert des connaissances lituaniennes dans le cadre de la coopération Est-Est et transfrontalière. Un élément coopération au développement sera intégré à cette fin dans toutes les activités du bureau de pays du PNUD. Le Bureau régional pour l'Europe et la CEI au Centre d'appui régional à Bratislava peut également contribuer à cette entreprise.

IV. Gestion, suivi et évaluation du programme

Suivi

23. Les comités directeurs de projets/programmes et les organes gouvernementaux – Observatoire national de la pauvreté, Commission de mise en oeuvre du Plan d'action national pour les droits de l'homme et Commission pour le développement durable – seront mobilisés pour suivre les progrès accomplis. Le PNUD travaillera en étroite coopération avec les partenaires d'exécution pour les aider à améliorer leur capacité d'évaluation des résultats par rapport aux objectifs, et pour s'assurer que le programme général de base et les systèmes de suivi des projets sont en place et sont conformes au cadre d'évaluation des résultats.

Exécution et mise en oeuvre

24. L'exécution nationale, par les entités gouvernementales, les autorités locales et les organisations non gouvernementales, restera la modalité privilégiée. Ce choix contribuera à accentuer le renforcement des capacités tout en permettant au PNUD de proposer des services consultatifs et un appui opérationnel, d'aider à orienter les fonds de l'Union européenne vers les domaines prioritaires du développement social et de faciliter l'exécution des programmes nationaux sur la base des normes établies

de responsabilité et de transparence. Les évaluations de résultats et les audits de projets/programmes seront conformes à la pratique établie et aux exigences du PNUD.

Mobilisation des ressources

25. Une stratégie de mobilisation des ressources sera formulée pour le programme proposé. Elle sera axée sur le renforcement des partenariats et le cofinancement avec le Gouvernement. Elle consistera à identifier des mécanismes et à appliquer des modalités selon lesquels le PNUD apportera son appui à des partenaires nationaux pour élaborer des programmes de qualité, et les aidera à accroître leur capacité d'absorption pour une utilisation rationnelle des fonds structurels et du fonds de cohésion de l'Union européenne. La mobilisation des ressources nationales fait donc partie intégrante de ce programme. Le PNUD apportera également son appui dans les domaines suivants : a) la coopération transfrontalière qui viendra se greffer sur la coopération pour le développement en ce qui concerne le VIH/sida, l'environnement, les droits de l'homme et d'autres domaines; b) la communication et l'interaction régulières avec les partenaires à la faveur des projets communs et la présentation ponctuelle de rapports détaillés; c) la poursuite des activités de mobilisation et de communication dans les principaux domaines d'intervention du PNUD; d) des efforts concertés pour tirer parti d'autres possibilités de financement (autres que les ressources de base) des divers fonds spéciaux, programmes et facilités du PNUD, ainsi que des partenaires bilatéraux, des fondations et du secteur privé.

26. Compte tenu de ce qui précède, les dépenses au titre de l'exécution du programme devraient se monter à 5 millions de dollars par an, dont la plus grande partie proviendra de la participation du Gouvernement aux coûts. Le PNUD compte que la participation du FEM sera d'au moins 6,5 millions de dollars, dont 4 millions de dollars sont déjà approuvés et environ 600 000 dollars proviendront du programme de microfinancement.

27. Le Gouvernement voudrait que le PNUD maintienne un bureau de pays à part entière pendant la période de programmation 2004-2005 et devrait prendre intégralement à sa charge les dépenses locales du bureau du PNUD.

DP/DCP/LIT/1

0347057F

<i>Domaines d'intervention stratégiques</i>	<i>Résultats escomptés</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Produits et indicateurs clefs, le cas échéant</i>	<i>Ressources (milliers de dollars É.-U.)</i>
		(référence 2002 : 1; objectif 2005 : 8) – Nombre de femmes formées par les centres, avec la coopération de la Bourse lituanienne de l'emploi (référence 2002 : 0; objectif 2005 : 1 000)		
Objectif stratégique 2 : Promotion des droits de l'homme et application des pratiques de bonne gouvernance				
G1-SGN2-SASN4	– Capacité renforcée des entités gouvernementales et des organisations de la société civile en matière de promotion des droits de l'homme, à travers la mise en oeuvre du Plan d'action national pour les droits de l'homme	– Nombre d'entités gouvernementales participant à la mise en oeuvre du Plan d'action national pour les droits de l'homme (référence 2002 : 0; objectif 2005 : 7) – Nombre d'organisations de la société civile formées et mobilisées pour la mise en oeuvre du Plan d'action national pour les droits de l'homme (référence 2002 : 0; objectif 2005 : 15) – Nette augmentation de la confiance de la population en l'efficacité du système de protection des droits de l'homme (référence 2002 : 3,5 %; objectif 2005 : 13 %)	– Les juges et les représentants des forces de l'ordre suivent des cours de formation sur les droits des accusés et des détenus – Des publications sur les droits de l'homme et les mécanismes de protection des droits de l'homme sont produites et largement diffusées – Il existe des cours de formation à la réinsertion des enfants victimes de violence – Les institutions de défense des droits de l'homme sont évaluées, des lois sont votées et appliquées, les domaines à améliorer sont identifiés	Ressources ordinaires MCARB : 83 Autres ressources : Participation du Gouvernement aux coûts : 120 Participation de tiers aux coûts : 50

<i>Domaines d'intervention stratégiques</i>	<i>Résultats escomptés</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Produits et indicateurs clefs, le cas échéant</i>	<i>Ressources (milliers de dollars É.-U.)</i>	
G1-SGN4-SASN1 Efficacité et transparence de la fonction publique	– L'efficacité et la transparence de la fonction publique sont améliorées et satisfont aux normes de l'Union européenne	– Nombre de collectivités locales participant au programme (référence 2003 : 0; objectif 2005 : 10) – La Lituanie occupe un meilleur rang dans l'indice de perception de la corruption établi par Transparency International (référence 2002 : 4,8; objectif 2005 : 5,0)	– Mise en oeuvre du programme de renforcement des capacités pour préparer les collectivités locales à travailler avec les fonds structurels de l'Union européenne – Enquêtes sociologiques réalisées sur la corruption dans le secteur public	Ressources ordinaires MCARB	80
				Autres ressources : Participation du Gouvernement aux coûts :	700
				Participation de tiers aux coûts :	50
Objectif stratégique 3 : Renforcement des capacités des institutions nationales et locales en matière de gestion de l'environnement et de développement durable					
G3-SGN2-SASN2 Renforcement de la capacité nationale de participation aux conventions internationales, aux instruments normatifs et aux mécanismes de financement pour le développement écologiquement viable	– Intégration des considérations d'environnement et de développement durable dans la planification et les politiques nationales et locales de développement	– Plans d'action pour l'application des conventions sur la biodiversité, les changements climatiques, la dégradation des sols, les polluants organiques persistants – Nombre de projets exécutés avec l'appui du Programme de microfinancement (référence 2002 : 20; objectif 2005 : 50)	– Les insuffisances de capacités ont été repérées et les plans d'action pour l'application des conventions sur la biodiversité, les changements climatiques, la dégradation des sols, les polluants organiques persistants, etc., ont été formulés et intégrés dans les cadres de planification nationaux – La capacité des organisations communautaires et des ONG locales d'oeuvrer pour l'environnement et le développement durable a été renforcée par des programmes de formation ciblés et des campagnes de sensibilisation organisées dans le cadre du Programme de microfinancement – Des mesures d'économie d'énergie dans les logements et les transports ont été introduites, sur la base des conclusions positives de l'étude de faisabilité	Ressources ordinaires MCARB : Autres ressources : FEM :	40 6 500
Objectif stratégique 4 : Élargissement de la capacité nationale de promotion et de facilitation de la coopération pour le développement					
Capacité nationale de participation à la coopération pour le développement	– Les capacités nationales sont renforcées, les mécanismes, structures et systèmes de contribution de la Lituanie à la coopération pour le développement sont en place	– La stratégie de coopération pour le développement de la Lituanie est en cours d'application (référence 2002 : cette stratégie est à l'état de projet)	– La stratégie de communication du programme de coopération pour le développement a été établie et est appliquée – Des mécanismes (normalisation du savoir, répertoires d'experts) sont en place pour coordonner et utiliser les acquis provenant des différents secteurs, dans le cadre de la coopération Est-Est et transfrontalière	Ressources ordinaires MCARB : Autres ressources : Participation du Gouvernement aux coûts :	85 400

<i>Domaines d'intervention stratégiques</i>	<i>Résultats escomptés</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Produits et indicateurs clefs, le cas échéant</i>	<i>Ressources (milliers de dollars É.-U.)</i>
	– Complémentarité accrue des politiques de l'Union européenne et des priorités nationales en matière de coopération au développement	– Part du PNB consacrée à la coopération pour le développement (référence 2000 : 0,03 %; objectif 2005 : 0,09 %)		Participation de tiers aux coûts : 300
Total des ressources ordinaires MCARB 1.1.1				638
Total des autres ressources				9 720
Total général				10 358

MCARB = montants cibles pour l'allocation des ressources de base.